

Lettre n°07

Suivi au 1^{er} décembre 2021

La relance en Auvergne-Rhône-Alpes : indicateurs économiques et sociaux

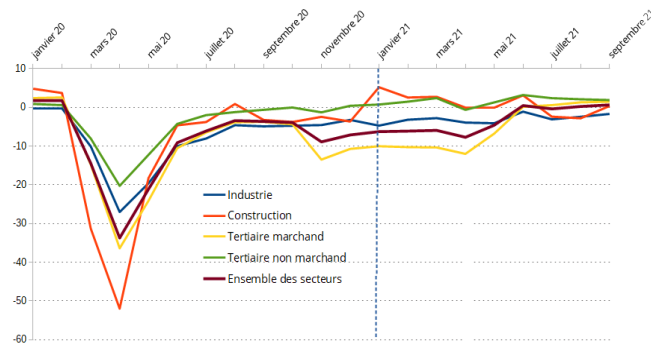
DONNÉES ENTREPRISES

Estimé à partir des informations déclarées dans la déclaration sociale nominative (DSN), le volume d'heures rémunérées par les entreprises donne un aperçu du niveau d'activité dans la région.

Selon cet indicateur, l'activité de la région en septembre est au-dessus de son niveau d'il y a deux ans (+ 0,6 %). La reprise se poursuit de façon plus franche pour le tertiaire, marchand (+ 1,4 %) comme non marchand (+ 1,9 %), l'industrie restant en retrait (- 1,7 %).

En septembre 2021, un niveau d'activité en hausse par rapport à septembre 2019

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur



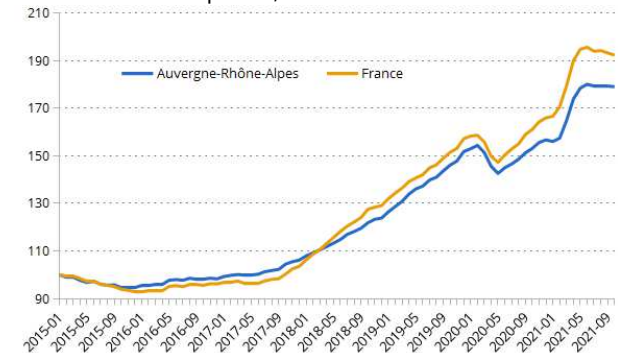
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé.

Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 24 novembre 2021

Après quatre ans de croissance soutenue (à l'exception du premier confinement), le nombre de créations d'entreprises, en cumul sur douze mois, atteint un plateau à 119 000 créations depuis mai 2021 ; cette phase de stabilité se prolonge en août, septembre et octobre. Le léger décrochage constaté par rapport à la dynamique nationale, amorcé à l'été 2020, se maintient.

Les créations d'entreprises se stabilisent

Créations d'entreprises, cumul sur douze mois



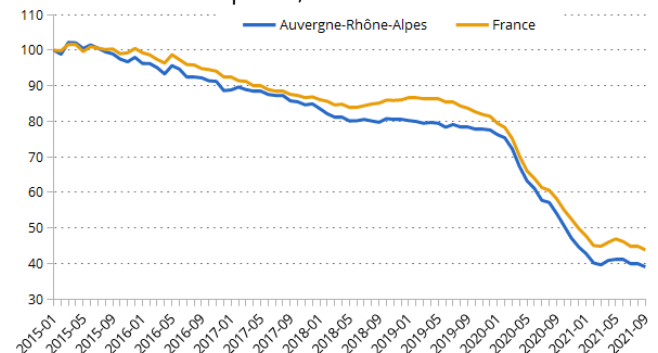
Source : Insee, données brutes mensuelles consultées au 24 novembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015 - cumul 12 mois)

De mars 2020 à mars 2021, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées est en forte baisse. Ces données doivent être interprétées avec prudence : la baisse s'explique surtout par des reports de traitement des dossiers par les tribunaux de commerce et par les aides publiques qui peuvent éviter temporairement à des entreprises de déposer un dossier au tribunal de commerce.

Après une faible hausse au printemps, le nombre de défaillances baisse de nouveau de juillet à septembre. Il atteint un rythme historiquement faible, désormais tout juste supérieur à 3 000 défaillances sur douze mois, soit deux fois moins qu'avant la crise.

Les défaillances au plus bas depuis 30 ans

Défaillances d'entreprises, cumul sur douze mois



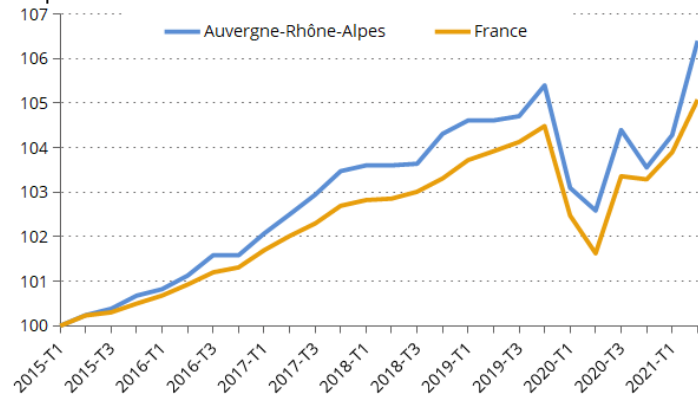
Source : Fiben, Banque de France, données brutes mensuelles consultées au 29 novembre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015 - cumul 12 mois)

EMPLOI SALARIÉ

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total compte 3 091 900 salariés au 2^e trimestre 2021. Par rapport à l'avant-crise, la région compte 0,9 % de salariés supplémentaires, contre + 0,6 % en France.

La reprise de l'emploi continue sur sa lancée

Emploi salarié



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

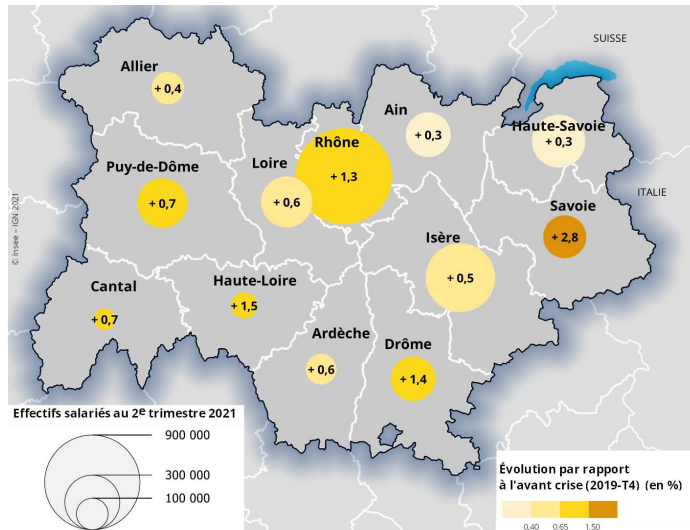
Note : la crise sanitaire fait apparaître une rupture de saisonnalité à partir du 1^{er} trimestre 2020. Les évolutions trimestrielles à partir de ce point sont à interpréter avec précaution.

Tous les départements de la région dépassent leur niveau d'avant-crise. La Savoie enregistre la plus forte progression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

gression (+ 2,8 %), suivie par la Haute-Loire, la Drôme et le Rhône (entre + 1,5 % et + 1,3 %). Les autres départements progressent plus modérément, de moins de 1 %.

Emploi : les départements comblent le creux de la crise

Emploi salarié au 2^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



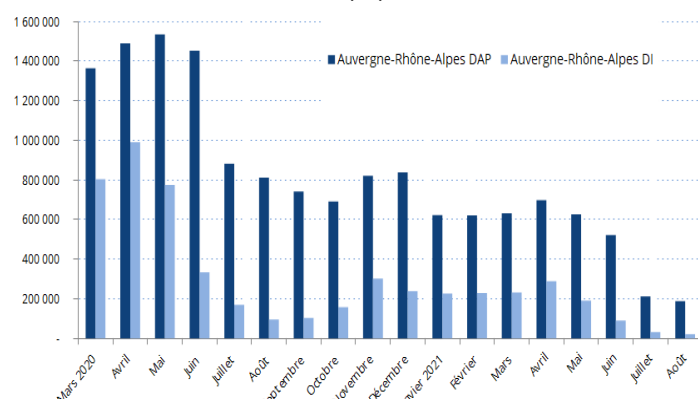
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acof-Urssaf, Dares, Insee, données trimestrielles arrêtées fin septembre 2021 (base 100 au 1^{er} trimestre 2015).

MARCHÉ DU TRAVAIL

Dans la région, les demandes d'indemnisation pour activité partielle poursuivent leur rapide décline : en août 2021, elles dépassent à peine les 20 000, soit neuf fois moins qu'au mois de juin.

Les demandes d'indemnisation toujours en forte baisse

Activité partielle – demandes d'autorisation préalable (DAP) et demandes d'indemnisation (DI)



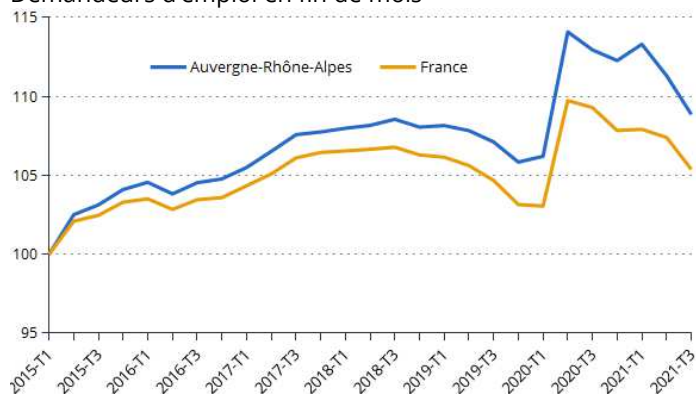
Source : ASP-DGEFP, SI Activité Partielle – Données provisoires, Traitements DREETS ARA – Chiffres arrêtés au 8 novembre 2021

Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois, qui avait fortement augmenté au premier trimestre 2021, décroît à 649 000 personnes à la fin du mois de septembre, soit une baisse de 2,2 % en trois mois et de 3,6 % en un an dans la région, à l'image de l'ensemble

du pays. Leur nombre reste néanmoins supérieur de près de 3 % aux chiffres de fin 2019.

La baisse du nombre de demandeurs d'emploi s'affermirait au troisième trimestre 2021

Demandeurs d'emploi en fin de mois

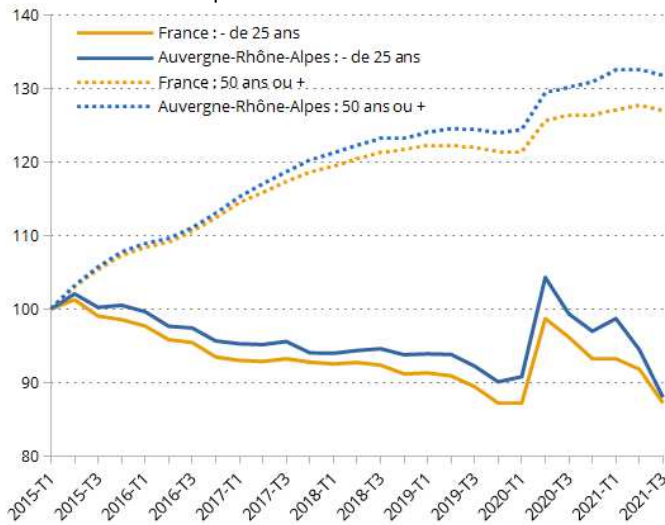


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse trimestrielle est très significative chez les jeunes de moins de 25 ans (- 6,9 %, contre - 5,0 % en moyenne nationale), repassant ainsi sous la barre des 80 000 pour la première fois depuis 2012. Les demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus sont un millier de moins qu'au deuxième trimestre (- 0,6 %, conforme au national), mais encore 4,6 % de plus que fin 2019.

La demande d'emploi des jeunes en baisse marquée, celle des seniors ne diminue pas

Demands d'emploi en fin de mois

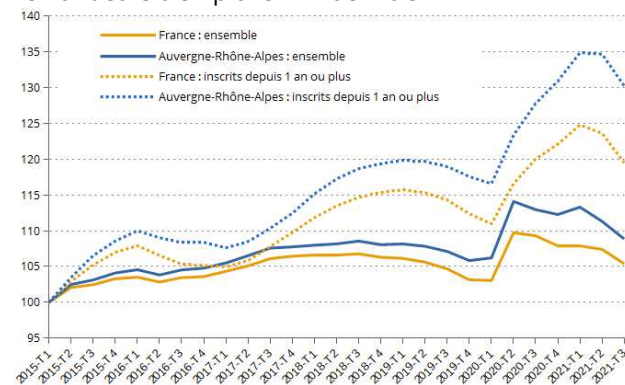


Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

La baisse de la demande d'emploi concerne aussi les chômeurs inscrits depuis un an ou plus, dont le nombre décroît pour la première fois depuis le début de la crise sanitaire. Une part d'entre eux était déjà éloignée de l'emploi avant la crise ; les demandeurs inscrits en tout début de crise s'y sont rajoutés depuis. Ainsi, fin septembre 2021, les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an ou plus sont 316 000, soit 11 % de plus que fin 2019.

Le nombre des inscrits depuis un an ou plus en baisse cet été, mais toujours à un niveau élevé

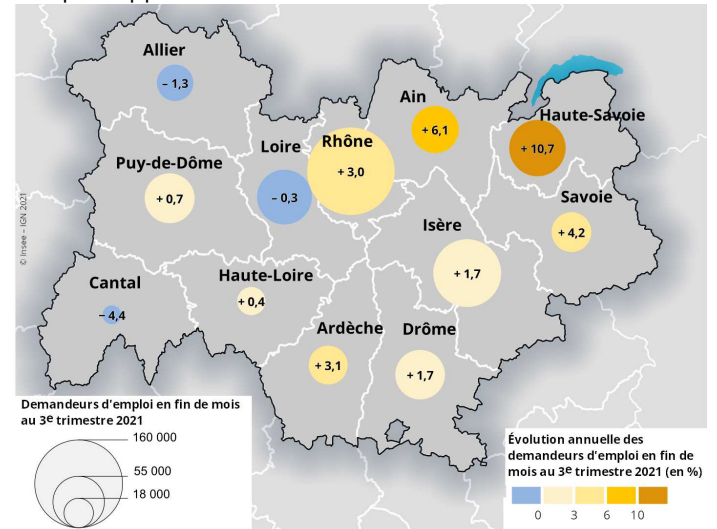
Demands d'emploi en fin de mois



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO (base 100 au 1^{er} trimestre 2015)

Une augmentation des demandes d'emploi plus vive à l'est de la région

Demands d'emploi à la fin du 3^e trimestre 2021 et évolution par rapport à fin 2019



Source : Pôle emploi, DARES, STMT – demandeurs de catégorie A, B et C en données CVS-CJO

Depuis le début de la crise sanitaire, le nombre de demandeurs d'emploi évolue très différemment selon les départements. La Haute-Savoie (+ 10,7 %), l'Ain (+ 6,1 %) et la Savoie (+ 4,2 %) ont subi les hausses les plus fortes.

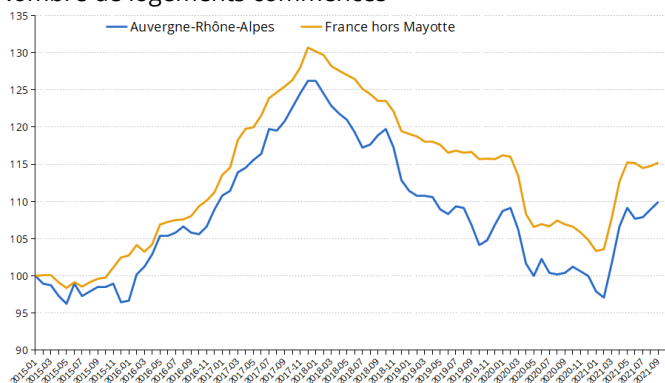
ZOOMS SECTORIELS

Construction

Après un printemps de fort rattrapage dans la région comme en France, les mises en chantier de logements se stabilisent à un niveau élevé, voire augmentent légèrement. Entre novembre 2020 et octobre 2021, 53 500 logements ont été mis en chantier en Auvergne-Rhône-Alpes, un niveau annuel qui n'avait pas été atteint depuis début 2019.

Les mises en chantier consolident leur redressement

Nombre de logements commencés

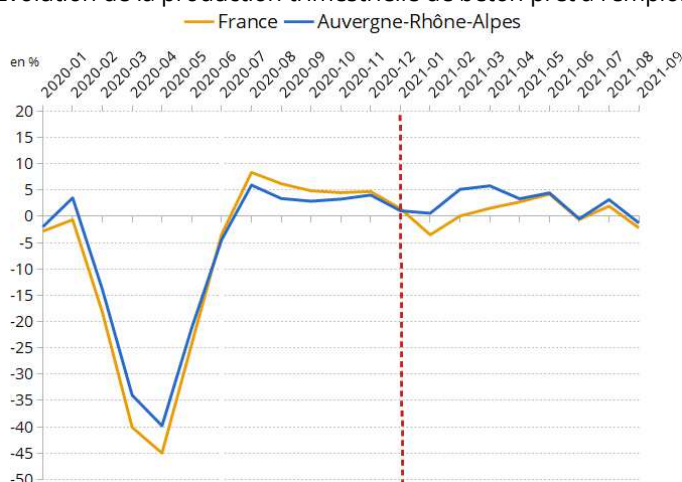


Source : SDES (cumul 12 mois en date réelle), données mensuelles consultées le 30 novembre 2021 (base 100 au 1^{er} janvier 2015)

La production de béton prêt à l'emploi, calculée sur trois mois glissants, est en légère décroissance fin septembre 2021 par rapport aux niveaux élevés d'il y a deux ans (-1,3 %, contre -2,2 % en France).

La production de béton prêt à l'emploi fluctue au troisième trimestre

Évolution de la production trimestrielle de béton prêt à l'emploi



Notes : Cumul 3 mois - Unité : % d'évolution par rapport à la même période de 2019. La comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : UNICEM (données brutes, non CVS, non CJO) arrêtées au 26 novembre 2021, traitement CERC ARA

Hébergement - restauration

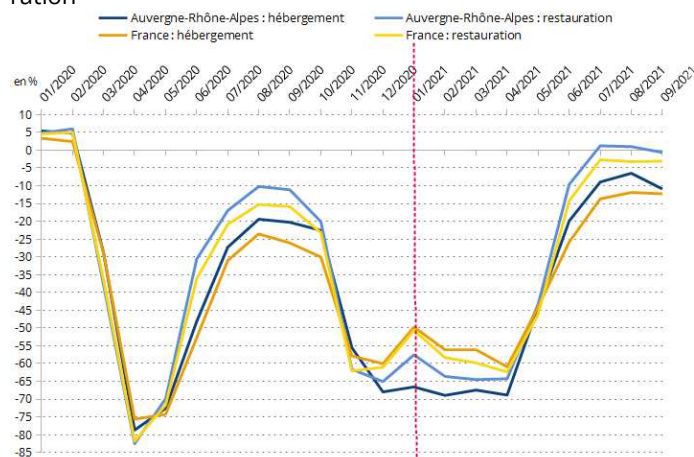
En juillet-août, le nombre d'heures rémunérées dans la restauration est repassé au-dessus de celui d'il y a deux ans (+1,0 %), avant de reculer légèrement en sep-

tembre (-0,6 %). La situation de la restauration reste bien meilleure dans la région qu'en moyenne nationale (-3,1 % en septembre).

L'hébergement est encore à la peine avec, en septembre, un nombre d'heures rémunérées inférieur de 10,9 % à ce qu'il était en septembre 2019 (-12,3 % en France).

La restauration a retrouvé des couleurs, pas l'hébergement

Évolution, par rapport à la même période de 2019, du volume d'heures rémunérées par secteur dans l'hébergement-restauration

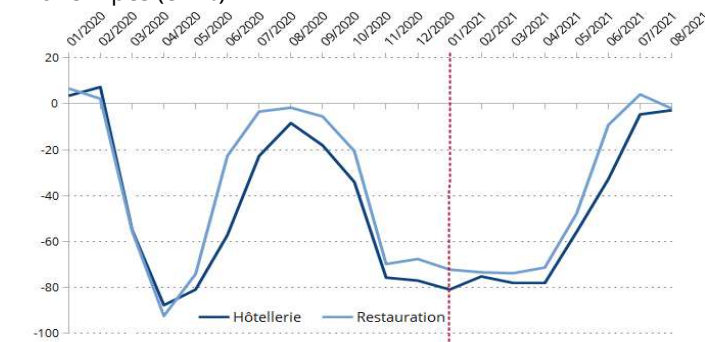


Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DSN, traitements Insee - glissement en % - données mensuelles au 24 novembre 2021

Disponibles jusqu'en août 2021, les indicateurs de chiffres d'affaires de l'hôtellerie-restauration se sont nettement redressés, mais font encore apparaître, par rapport à août 2019, une perte de 2,1 % dans la restauration et de 2,8 % dans l'hôtellerie.

L'écart de chiffres d'affaires par rapport à 2019 se comble progressivement dans l'hôtellerie-restauration

Évolution du chiffre d'affaires par rapport à la même période de 2019 dans l'hôtellerie et la restauration, en Auvergne-Rhône-Alpes (en %)



Champ : unités légales monorégionales pérennes de 2017 à 2020, dont l'activité principale n'a pas changé durant cette période.

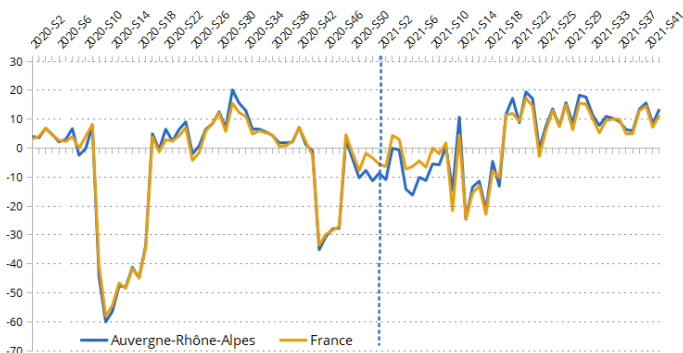
Note : la comparaison se fait avec le même mois de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les mois de l'année 2020 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-12) et les mois de 2021 sont comparés aux mêmes mois de 2019 (m-24)). Cette rupture est signalée par le trait vertical pointillé. Source : DGFIP, données arrêtées au 24 novembre 2021

CONSOMMATION, CRÉDIT ET ÉPARGNE

L'évolution de la consommation des ménages en région, estimée à l'aide des données des transactions par carte bancaire, reste bien orientée en octobre, puisqu'elle se maintient, en moyenne, 13 % au-dessus de la même période de 2019 (+ 12 % en France).

Consolidation de la reprise de la consommation des ménages

Évolution des montants des transactions par carte bancaire CB par rapport à la même semaine de 2019 (en %)



Note : la comparaison se fait avec la même semaine de 2019, ce qui occasionne une rupture en janvier 2021 (les semaines de l'année 2020 sont comparées aux mêmes semaines de 2019 et les semaines de 2021 sont comparés aux mêmes semaines de 2019). Cette rupture est signalée par le trait pointillé vertical.

Les données agrégées utilisées proviennent de Cartes Bancaires CB et couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires hors transactions sur Internet. Ces informations sont sujettes à certaines limites et diffèrent des données des notes de conjoncture nationales de l'Insee.

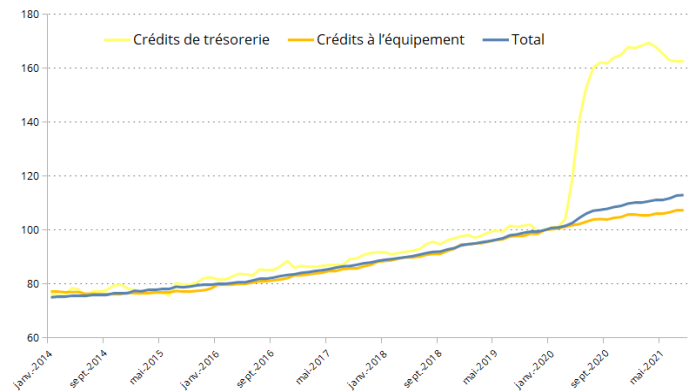
Source : cartes bancaires CB, calculs Insee, données arrêtées au 24 novembre 2021

Les encours de crédits accordés aux entreprises et aux particuliers sont constitués pour l'essentiel des crédits immobiliers, des crédits à l'équipement et des crédits de trésorerie.

Si l'encours total des crédits poursuit sa progression ininterrompue depuis quelques années, les crédits de trésorerie continuent en août leur reflux, lent mais constant depuis le pic de mars 2021 (- 4 % sur cinq mois).

Diminution des encours de crédits de trésorerie

Évolution des encours de crédits accordés



Indice base 100 en décembre 2019

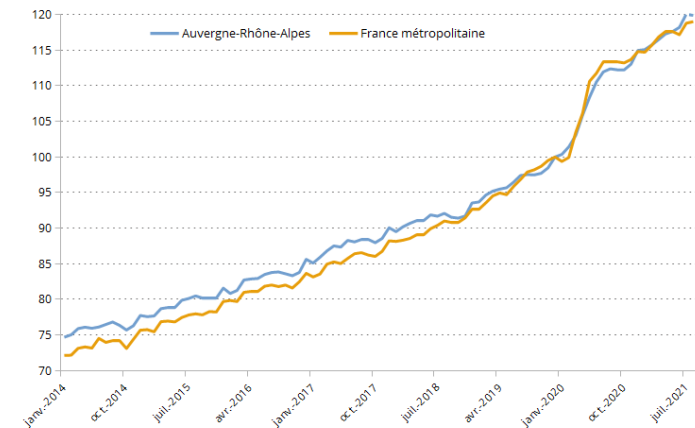
Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

Après plusieurs mois d'augmentation à un rythme qui rappelait celui de l'avant-crise, les encours de dépôts de la clientèle non financière se stabilisent en août. Ils sont désormais à un niveau de 20 % supérieur à celui de fin 2019 (+ 19 % en France).

Les encours de dépôts régionaux dépassent de 20 % leur niveau de décembre 2019

Évolution des encours de dépôts



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données mensuelles brutes.

Source : Banque de France

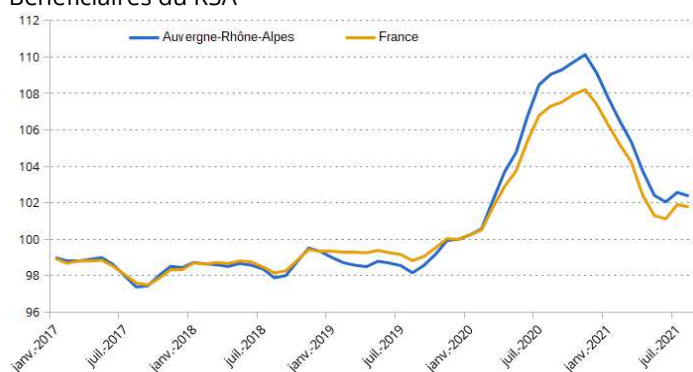
INDICATEURS SOCIAUX

De mars à novembre 2020, le nombre de bénéficiaires du RSA a été en hausse continue à la suite des effets du premier confinement, avant d'amorcer une décline en décembre et début 2021.

Après un point bas de 162 600 bénéficiaires atteint en juin, les évolutions récentes sont plus ténues : juillet dessine une hausse (163 500) avant une légère diminution en août (163 200). Cette dernière donnée doit être interprétée avec précaution, du fait de la baisse saisonnière habituellement constatée par le passé sur le mois d'août.

Le nombre d'allocataires du RSA oscille en juillet-août

Bénéficiaires du RSA



Indice base 100 en décembre 2019

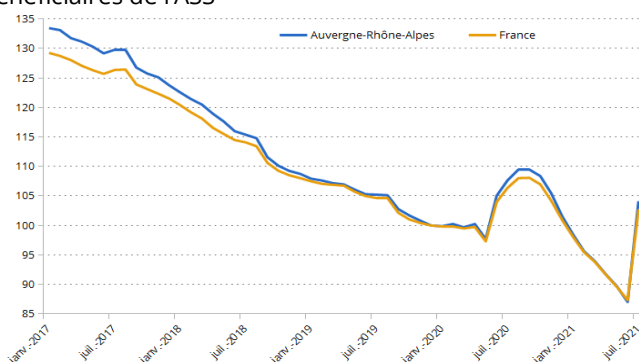
Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 24 novembre 2021

En juillet, le nombre d'allocataires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS) s'accroît très nettement (+ 5 000). Constatée également en France, cette hausse s'explique essentiellement par la fin des mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage prises par le gouvernement, qui concernaient les demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits entre le 30 octobre 2020 et le 20 juin 2021.

Un nombre d'allocataires de l'ASS en forte hausse, du fait de la fin des mesures de prolongation des droits à l'allocation chômage

Bénéficiaires de l'ASS



Indice base 100 en décembre 2019

Note : données brutes en fin de mois. Les données des 5 derniers mois sont provisoires.

Source : Cnaf, estimations DREES pour les données provisoires ; MSA – données consultées au 24 novembre 2021